

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 03/2018

Tableau de bord de l'Economie

au 3^{ème} trimestre 2018

Decembre 2018

SOMMAIRE

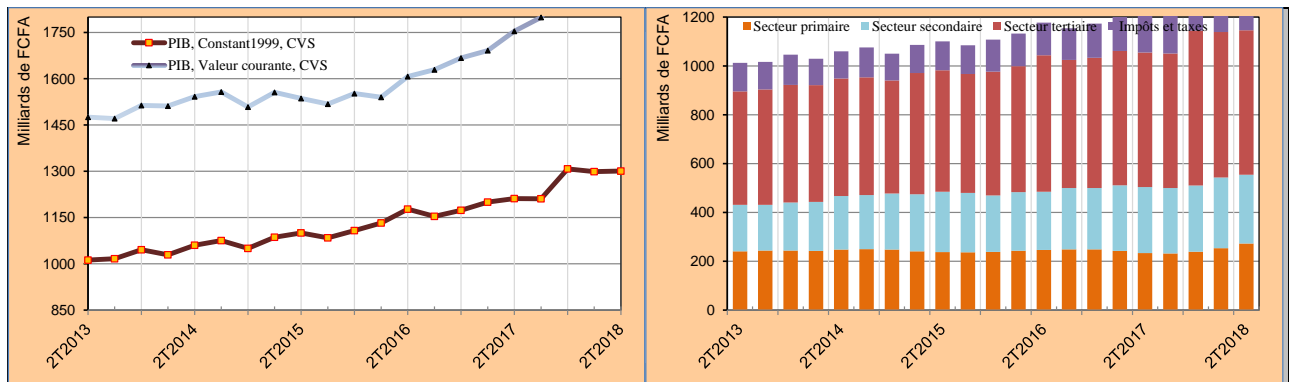
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	24
Crédit des contributions	25

Secteur réel

Le troisième trimestre 2018 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation, essentiellement imputable à une augmentation des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées", et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants. Le PIB réel a repris, au deuxième trimestre 2018, sa croissance (+0,1%) en glissement trimestriel après une baisse de 0,7% au trimestre précédent. Quant à l'activité industrielle, elle poursuit sa croissance sous l'impulsion des industries textiles, extractives, de fabrication de matériaux de construction et énergétiques.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
Secteur primaire	233,2	232,1	239,2	253,4	272,8	7,7%	17,0%
Agriculture	115,5	113,7	120,1	133,6	152,2	14,0%	31,8%
Élevage	87,5	88,1	88,7	89,2	89,8	0,7%	2,6%
Sylviculture, pêche et chasse	30,2	30,3	30,5	30,6	30,8	0,6%	2,1%
Secteur secondaire	270,8	268,1	271,0	289,6	281,1	-3,0%	3,8%
Extraction	46,1	41,6	49,6	56,6	50,0	-11,7%	8,6%
Industrie manufacturière	99,1	98,7	99,5	100,0	100,5	0,6%	1,5%
Agroalimentaire	55,5	55,4	56,4	56,9	57,5	1,1%	3,5%
Égrenage et fabrication de textiles	5,8	5,8	5,8	5,9	5,9	0,0%	1,4%
Bois et métaux	20,5	20,2	19,9	19,6	19,4	-1,1%	-5,5%
Autres industries manufacturières	17,2	17,3	17,4	17,6	17,8	0,9%	3,2%
Énergie	32,2	32,3	32,7	32,9	33,7	2,4%	4,7%
BTP	93,4	95,5	89,2	100,1	96,8	-3,3%	3,6%
Secteur tertiaire	551,1	550,4	634,1	595,9	592,1	-0,6%	7,4%
Services marchands	312,8	301,8	344,5	335,0	339,7	1,4%	8,6%
Commerce	118,9	118,1	120,2	125,8	131,5	4,5%	10,6%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,2	11,2	11,2	11,2	-0,4%	-0,3%
Transports	9,9	9,9	10,0	10,5	10,9	4,5%	10,2%
Télécommunication	77,7	67,2	98,8	80,0	80,7	1,0%	3,9%
Services financiers	43,5	44,6	46,3	49,5	49,7	0,5%	14,3%
Autres services marchands	51,5	50,8	58,0	58,0	55,6	-4,2%	7,9%
Services non marchands	265,1	276,1	318,0	291,3	283,0	-2,8%	6,8%
Administrations publiques	243,6	254,5	296,4	269,6	261,2	-3,1%	7,2%
Autres services non marchands	21,5	21,5	21,6	21,7	21,8	0,4%	1,5%
SIFIM	-26,8	-27,5	-28,5	-30,4	-30,6	0,5%	14,1%
Impôts et taxes	156,6	160,1	163,4	159,8	154,5	-3,3%	-1,3%
PIB, Constant1999, CVS	1 211,8	1 210,7	1 307,7	1 298,8	1 300,6	0,1%	7,3%
PIB, Valeur courante, CVS	1 753,9	1 799,2	1 933,0	2 090,9	1 902,6	-9,0%	8,5%



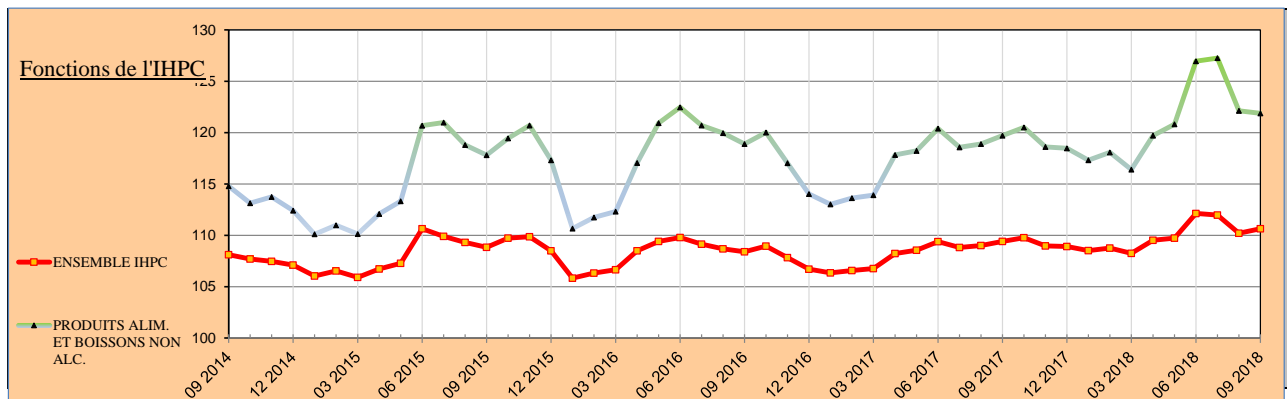
Au deuxième trimestre 2018, le PIB réel progresse de 0,1% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique au cours de ce trimestre résulte de l'action conjuguée du progrès noté au niveau des activités du secteur primaire (7,7%) et d'une baisse dans les secteurs tertiaire (-3,0%), et secondaire (-0,6%).

Comparativement au deuxième trimestre 2017, l'activité économique demeure en hausse (+7,3%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	109,1	109,2	108,5	110,5	110,9	0,4%	1,7%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	119,1	119,2	117,3	122,5	123,8	1,0%	3,9%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	100,0	99,8	103,3	108,8	108,4	-0,4%	8,4%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	102,0	102,0	102,0	102,0	102,0	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	119,0	119,4	118,9	118,5	117,3	-1,0%	-1,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,2	98,2	98,2	98,2	98,2	0,0%	0,0%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	104,8	104,9	104,9	104,9	105,3	0,4%	0,4%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	62,2	-3,0%	-3,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,3	97,3	97,3	97,3	97,5	0,2%	0,2%
ENSEIGNEMENT	108,6	110,7	110,7	110,7	110,7	0,0%	2,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	118,5	118,4	118,1	117,7	120,2	2,1%	1,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3	0,0%	0,0%



Le troisième trimestre 2017 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation de 0,4% en variation trimestrielle et de 1,7% en variation annuelle.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des services des "restaurants et hôtels" (+2,1%), des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,0%) ainsi que des services de "transport" (+0,4%). Cette hausse a été atténuée par le recul des prix au niveau des fonctions "communication" (-3,0%), "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-1,0%) et "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (-0,4%). Les autres fonctions de consommation n'ont pas enregistré de variations trimestrielles importantes de leurs prix.

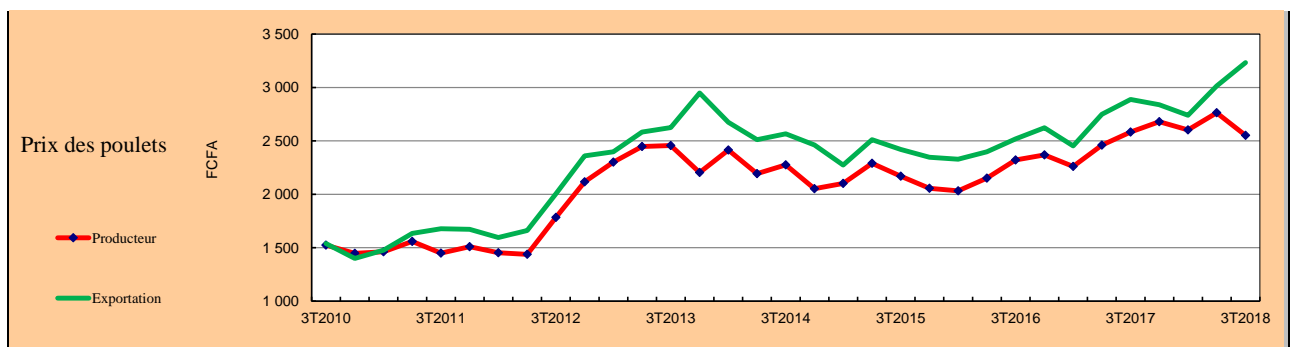
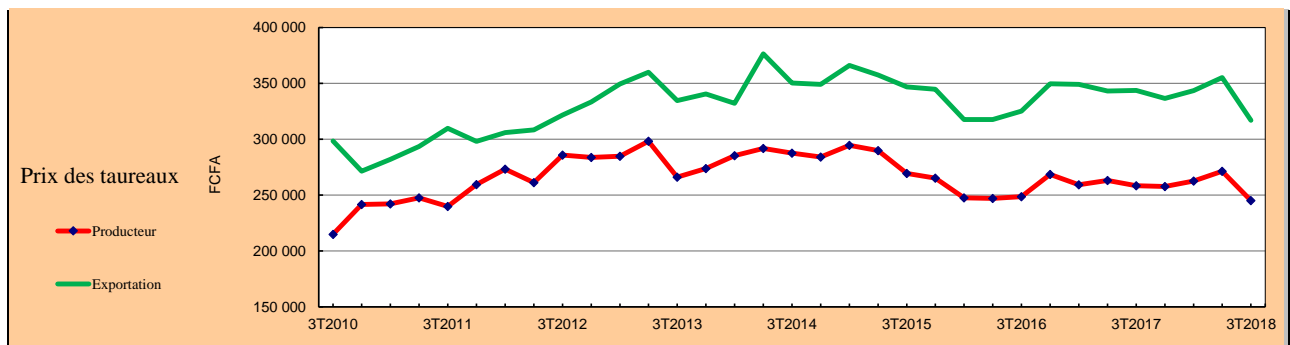
Quant à la hausse annuelle, elle est essentiellement soutenue par le renchérissement des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+8,4%), des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,9%) et des services d "enseignement" (+2,0). Elle a été cependant atténuée par une baisse des tarifs de "communication" (-3,0%) et ceux de "logement, eau, électricité et autres combustibles" (-1,4%).

A fin septembre 2018, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 1,6% contre -0,3% à fin septembre 2017.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement		
	2017	2017	2018	2018	2018	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	258 344	257 805	262 614	271 325	245 137	-9,7%	-5,1%	
Prix à l'exportation du taureau	343 688	336 616	343 522	355 184	316 908	-10,8%	-7,8%	
Prix au producteur du bélier	47 706	47 037	45 029	49 648	52 477	5,7%	10,0%	
Prix à l'exportation du bélier	55 016	51 408	51 855	57 269	55 971	-2,3%	1,7%	
Prix au producteur du bouc	26 720	26 606	27 758	30 075	26 911	-10,5%	0,7%	
Prix à l'exportation du bouc	36 805	32 642	33 389	35 768	32 215	-9,9%	-12,5%	
Prix au producteur du poulet	2 583	2 679	2 603	2 763	2 551	-7,7%	-1,2%	
Prix à l'exportation du poulet	2 889	2 839	2 740	3 015	3 233	7,2%	11,9%	
Prix au producteur de la pintade	2 515	2 604	2 557	2 732	2 680	-1,9%	6,5%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 727	2 759	2 633	2 825	2 807	-0,6%	2,9%	



Au troisième trimestre 2018, le marché du bétail et de la volaille s'est caractérisé par une hausse du niveau d'approvisionnement en petits ruminants (ovins et caprins) et, à l'exception du bélier et du poulet, une baisse des prix aussi bien sur les marchés de production que d'exportation comparativement au trimestre précédent.

Le prix du taureau a été en baisse par rapport au trimestre précédent. Il s'est affiché à 245 137 FCFA sur les marchés de production et à 316 908 FCFA sur les marchés d'exportation. Les variations du prix au producteur et du prix à l'exportation du taureau ont été de -9,7% et de -10,8% respectivement. En glissement annuel, le prix du taureau a été également en baisse sur les marchés de production (-5,1%) et de d'exportation (-7,8%). La morosité du marché de bovins (baisse de la demande en bovins) liée à la saison des pluies expliquerait en partie la baisse du prix du taureau.

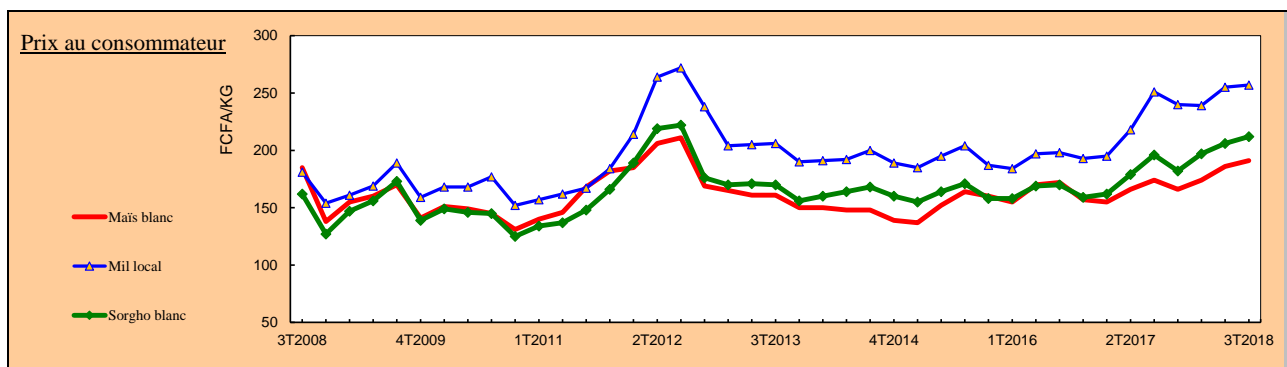
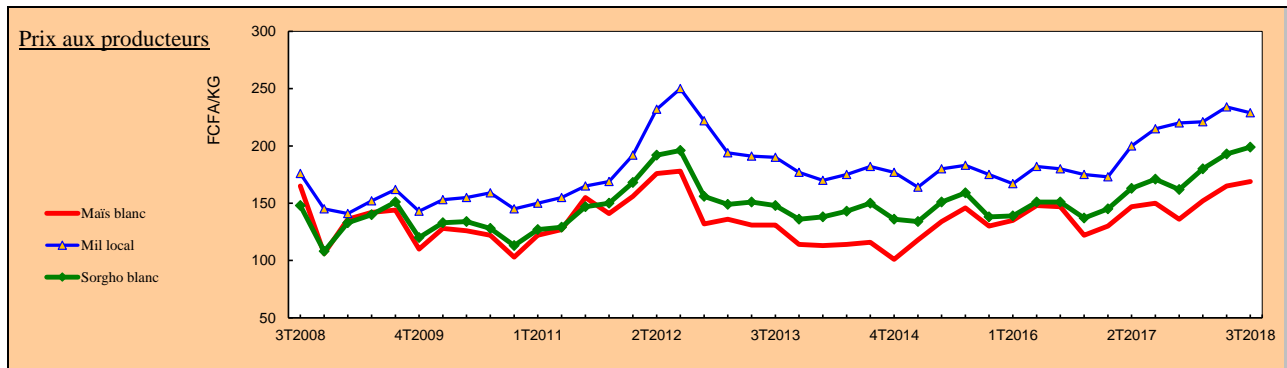
Les tendances du prix du bélier ont été en hausse par rapport au deuxième trimestre 2018 sur les marchés de production. Les variations observées sur ces marchés ont été de +5,7% en moyenne. Par rapport au troisième trimestre 2017, c'est également une hausse (+10,0%) du prix du bélier qui a été observée. Sur les marchés d'exportation, le prix du bélier a été cependant en baisse (-2,3%) en glissement trimestriel et quasi stable en glissement annuel. Les prix du bouc ont, quant à eux, affiché des tendances baissières en glissement trimestriel sur les marchés de production que d'exportation. Ainsi donc, le prix du bouc a été de 26 911 FCFA sur les marchés de production et de 32 215 FCFA sur les marchés d'exportation soit des baisses respectives de 9,9% et de 10,5% par rapport au deuxième trimestre 2018. Quant au prix du bélier, la hausse pourrait s'expliquer par la hausse de la demande enregistrée au mois d'août 2018 pour la Tabaski.

Le prix de la pintade a été quasi stable sur l'ensemble des marchés tandis que le prix du poulet a été en baisse sur les marchés de production et en hausse sur les marchés d'exportation par rapport au deuxième trimestre 2018. En glissement annuel, les tendances des prix de la volaille ont été en hausse de 11,9% sur les marchés d'exportation pour le poulet et de 6,5% pour la pintade sur les marchés de production. La hausse du prix à l'exportation du poulet s'expliquerait par une hausse de la demande (+12%) enregistrée au cours de ce trimestre sur les marchés frontaliers.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	150,0	136,0	152,0	165,0	169,0	2,4%	12,7%
Prix au consommateur du maïs blanc	174,0	166,0	174,0	186,0	191,0	2,7%	9,8%
Prix au producteur du mil local	215,0	220,0	221,0	234,0	229,0	-2,1%	6,5%
Prix au consommateur du mil local	251,0	240,0	239,0	255,0	257,0	0,8%	2,4%
Prix au producteur du sorgho blanc	171,0	162,0	180,0	193,0	199,0	3,1%	16,4%
Prix au consommateur du sorgho blanc	196,0	182,0	197,0	206,0	212,0	2,9%	8,2%



Le troisième trimestre, période de soudure, a été marqué par la baisse des stocks céréaliers ménages et commerçants. La baisse de la production de la campagne agricole 2017/2018 combinée à la baisse saisonnière a entraîné un niveau des stocks inférieur à la normale pour la période. Cette situation a eu pour conséquence des niveaux de prix élevés pour l'ensemble des produits agricoles et principalement des céréales.

Les prix des céréales ont connu une hausse progressive tout au long du trimestre. Les moyennes trimestrielles des principales céréales sur les marchés de détail sont de 191 FCFA/kg pour le maïs, 257 FCFA/kg pour le mil et 212 FCFA/kg pour le sorgho. Ces prix jugés élevés ont peu varié par rapport aux moyennes du trimestre précédent : +2,7% pour le maïs, +0,8% pour le mil et +2,9% pour le sorgho. Ces faibles variations sont dues au fonctionnement des points de vente des céréales aux personnes vulnérables qui a permis de renforcer l'offre et ainsi contenir la flambée des prix sur les marchés.

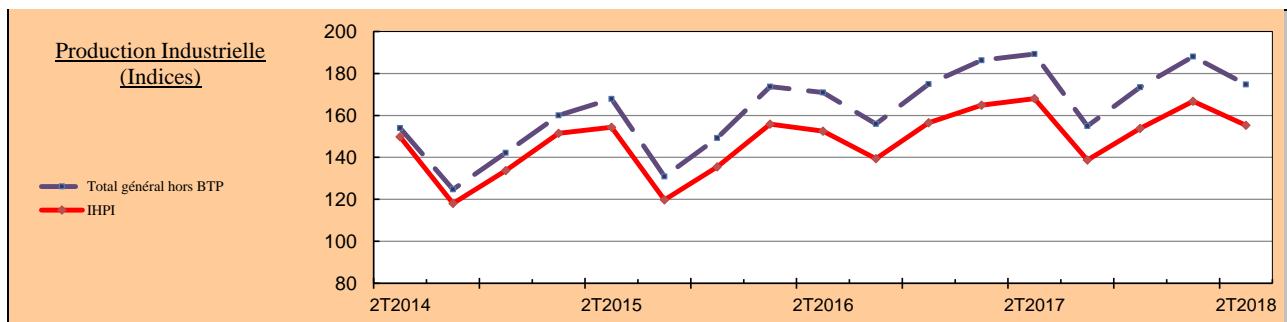
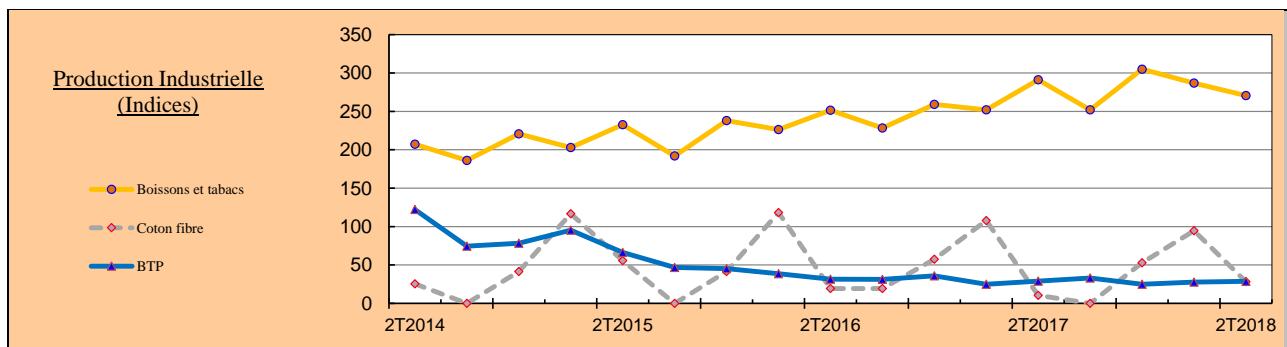
Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les prix au consommateur ont enregistré des hausses de 9,8% pour le maïs, de 2,4% pour le mil, de 8,2% pour le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, de fortes hausses de prix ont été enregistrées : +15,3% pour le maïs, +21,3% pour le mil et +20,9% pour le sorgho.

Au prochain trimestre, les prix de céréales connaîtront des baisses avec la période de récolte. L'amplitude de ces baisses sera fonction du déroulement de la campagne agricole 2018/2019.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	10,5	0,0	52,8	94,7	28,3	-70,1%	169,3%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	230,5	182,4	215,6	223,5	208,8	-6,6%	-9,4%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	32,3	15,3	61,5	99,5	39,2	-60,6%	21,2%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 228,1	1 108,9	1 188,1	1 517,6	1 547,7	2,0%	26,0%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	161,0	140,2	144,7	149,3	142,5	-4,6%	-11,5%
BOISSONS ET TABAC	291,3	251,9	305,0	286,8	270,6	-5,7%	-7,1%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	161,0	140,2	144,7	149,3	142,5	-4,6%	-11,5%
BOULANGERIES, MEUNERIES	122,9	127,3	135,5	136,7	118,9	-13,0%	-3,3%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	109,5	39,2	32,4	95,9	84,6	-11,8%	-22,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	251,8	168,9	148,3	148,3	148,3	0,0%	-41,1%
INDUSTRIES CHIMIQUES	68,9	108,7	79,0	75,9	77,7	2,4%	12,8%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	218,9	160,1	187,4	196,2	195,0	-0,6%	-10,9%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	29,0	33,0	25,0	27,6	28,6	3,6%	-1,3%
TOTAL GENERAL HORS BTP	189,3	154,9	173,5	188,0	174,7	-7,1%	-7,7%
IHPI	168,0	138,7	153,8	166,8	155,3	-6,9%	-7,5%



L'activité industrielle s'est rétractée au deuxième trimestre 2018. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'est établi à 155,3, réalisant une baisse tant en glissement trimestriel (-6,9%) qu'annuel (-7,5%).

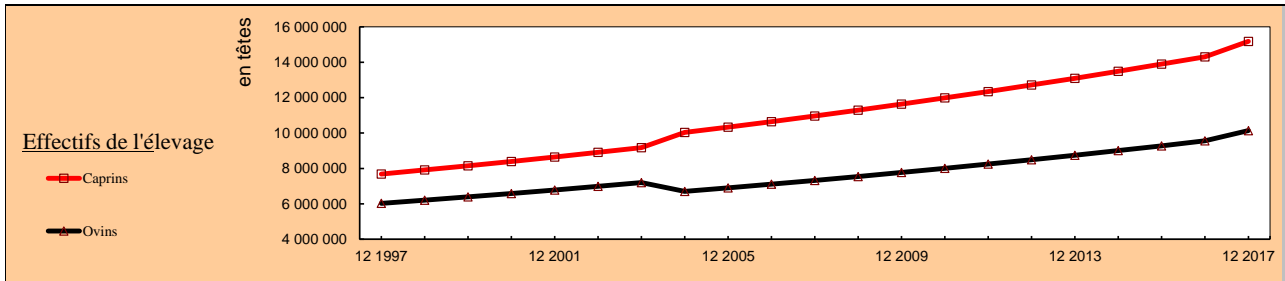
Ce repli de l'activité industrielle est dû à la baisse de la production en glissement annuel, notamment dans les industries textiles et les industries de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs. En effet, le deuxième trimestre de l'année étant une période d'inactivité des industries d'égrenage de coton, leur indice a connu une forte baisse en glissement trimestriel (-70,1%). Cependant, en glissement annuel, l'indice enregistre une forte hausse (169,3%). Les industries de fabrication de produits alimentaires de boissons et de tabacs ont aussi enregistré d'importantes baisses de production, entraînant ainsi une décline de leur indice de 6,6%. Comparativement au deuxième trimestre de 2017, l'indice enregistre sa plus forte baisse (-9,4%). Enfin, l'indice du secteur eau, électricité, gaz a connu une légère baisse de 0,6% en glissement trimestriel et de 10,9% en glissement annuel.

La production de l'industrie burkinabè a augmenté dans la plupart des autres branches. Ainsi, l'indice des industries extractives est en hausse de 2,0% en glissement trimestriel et de 26,0% en glissement annuel. De même, la production dans les industries de fabrication de matériaux de construction a connu une hausse de 3,6%. Par contre, en glissement annuel, l'indice est en légère baisse de 1,3%. Enfin, les industries chimiques ont amélioré leurs productions, notamment de savons et l'indice de la branche est en hausse de 2,4% en glissement trimestriel et de 12,8% par rapport au même trimestre de l'année 2017.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Effectif de bovins (en têtes)	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	40 991	42 220	43 487	44 792	46 135	3,0%	3,0%

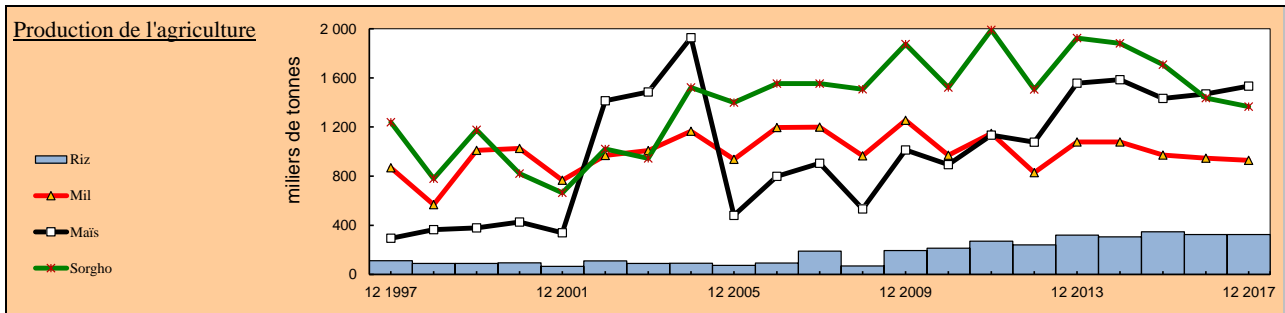


L'estimation des effectifs du cheptel en 2017 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille (Poule et Pintade) reste l'espèce la plus importante en termes d'effectif. La mise en œuvre de l'Enquête Nationale sur le Cheptel attendue pour 2018 par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et ses partenaires, permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Production brute totale de céréales	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 063 198	-4,4%	-11,0%
dont : Production brute de mil	1 078 570	972 539	946 184	905 071	928 234	-3,7%	2,6%
dont : Production brute de sorgho	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 365 898	-7,7%	-17,9%
dont : Production brute de maïs	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 533 431	-0,8%	-4,3%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	305 382	347 501	325 138	384 690	325 566	1,6%	-15,4%

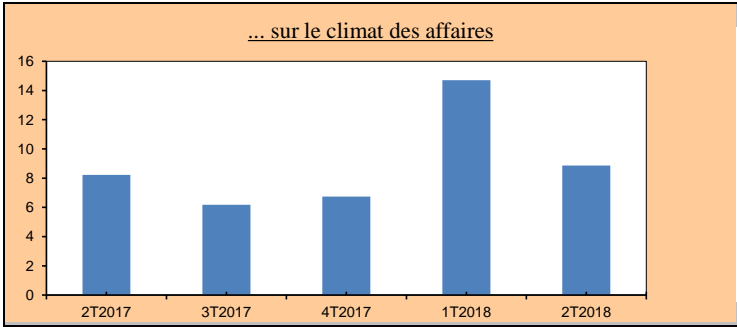


Le troisième trimestre 2018 a été marqué par le suivi et l'évaluation de la campagne agricole 2018/2019. Cette dernière a connu un démarrage normal à tardif dans l'ensemble des régions. Les premières pluies enregistrées avaient permis des semis au mois de mai dans certaines localités. Les séquences sèches observées durant le mois de juin ont provoqué des flétrissements des plantes et des resemis dans ces régions.

A partir de la 2^{ème} décennie de juillet, il y a eu un renforcement de l'activité pluvio-orageuse de la mousson occasionnant en certains endroits du territoire des personnes sinistrées, des inondations dans des exploitations agricoles, des animaux emportés par les eaux, des dégâts sur des infrastructures, des chutes de maisons, etc. Cette reprise de la pluviosité au mois de juillet s'est poursuivie avec une bonne répartition spatio-temporelle dans l'ensemble du pays sauf dans la région du Sahel où six des douze postes pluviométriques suivis sont déficitaires. Cette situation jugée favorable a de bonnes perspectives de productions céréalières.

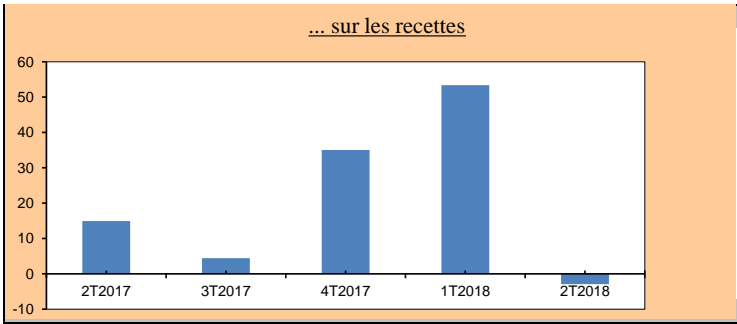
Il faut noter dès la fin août, un début de récolte pour certaines spéculations (maïs et arachide frais, mil hâtif, gombo,..). La situation phytosanitaire a été toujours marquée par la persistance des chenilles légionnaires qui a cependant fait moins de dégâts que la campagne précédente. La campagne agricole 2018/2019 s'annonce prometteuse en termes de production.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...



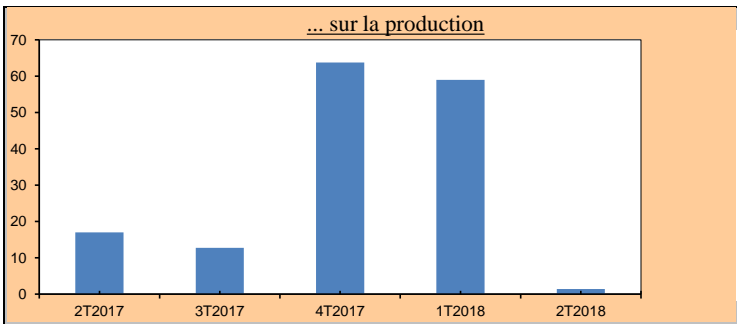
Climat des affaires

Le climat des affaires s'est amélioré au deuxième trimestre 2018 par rapport au premier trimestre 2018.



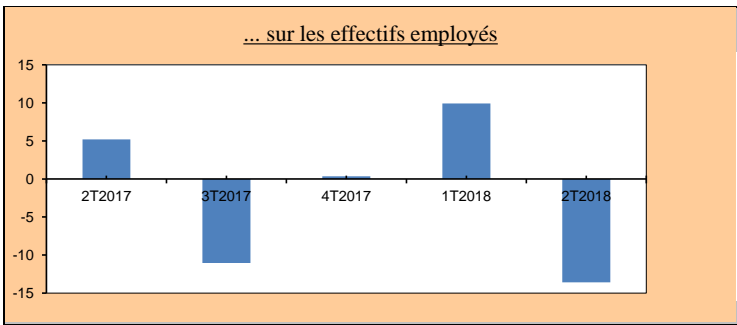
Recettes

Néanmoins, les ventes au deuxième trimestre 2018 ont baissé comparées au trimestre précédent.



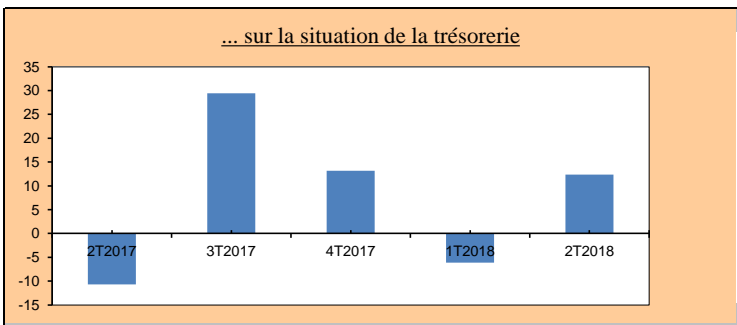
Production

Quant à la production des entreprises, elle est restée stable entre le premier et le deuxième trimestres 2018.



Effectifs employés

Par ailleurs, les effectifs employés ont chuté au deuxième trimestre 2018 après une hausse un trimestre plus tôt.



Trésorerie des entreprises

Dans l'ensemble, la situation de la trésorerie des entreprises était bonne au deuxième trimestre 2018.

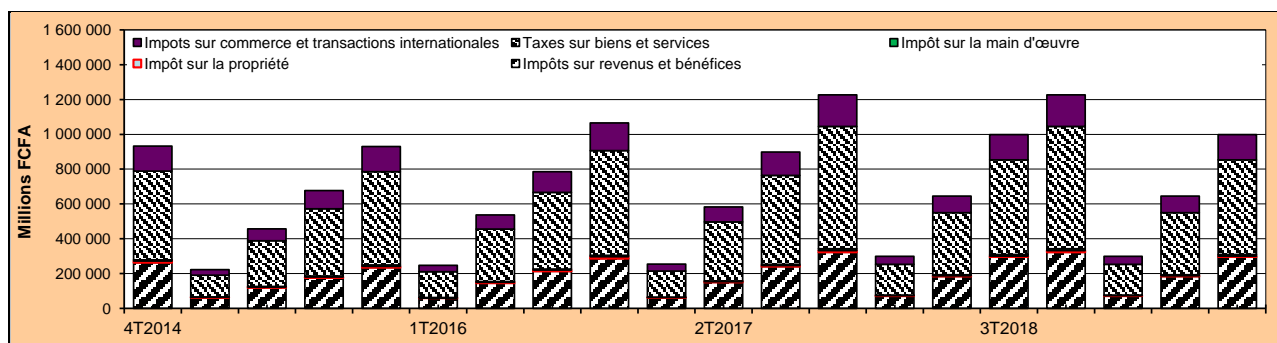
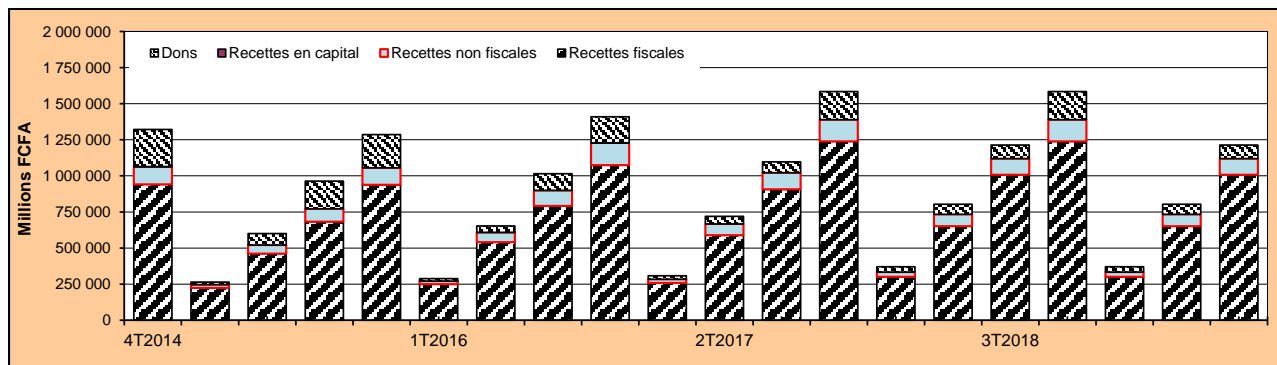
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin septembre 2018, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 171,2 milliards de FCFA, en amélioration de 204,7 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	1 096 647,4	1 583 574,8	371 129,6	803 524,8	1 213 384,0	77,3%	10,6%
Recettes totales	1 283 901,5	1 021 823,2	1 389 271,4	334 162,0	733 697,6	1 119 966,8	87,2%	9,6%
Recettes courantes	1 283 901,5	1 021 823,2	1 389 271,4	334 162,0	733 697,6	1 119 966,8	87,2%	9,6%
Recettes fiscales	1 127 291,3	906 947,5	1 238 241,6	301 339,3	651 334,6	1 007 127,8	89,3%	11,0%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	240 594,0	323 291,2	71 292,8	184 402,9	295 334,5	96,1%	22,8%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	7 505,0	10 813,4	3 124,2	6 047,1	9 234,0	48,3%	23,0%
Taxes sur biens et services	607 410,3	510 810,3	702 883,9	176 840,5	356 818,9	543 273,6	89,4%	6,4%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	133 512,6	181 189,2	46 080,0	95 305,5	145 783,7	79,8%	9,2%
Autres recettes fiscales	10 590,0	8 788,2	11 639,2	2 183,7	5 610,0	8 346,6	78,8%	-5,0%
Recettes non fiscales	156 610,2	114 875,7	151 029,8	32 822,6	82 363,0	112 839,0	72,1%	-1,8%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-100,0%
Dons	286 274,2	74 824,2	194 303,5	36 967,6	69 827,2	93 417,3	32,6%	24,8%
Projets	213 771,5	63 367,5	119 947,0	23 242,5	49 494,1	64 062,0	30,0%	1,1%
Programmes	72 502,7	11 456,7	74 356,5	13 725,2	20 333,1	29 355,3	40,5%	156,2%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1 213,38 milliards de FCFA contre 1 096,65 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit un accroissement de 116,74 milliards de FCFA (+10,64%). Cette progression est due à la hausse des recettes propres ainsi qu'à celle des dons.

Les recettes propres se sont établies à 1 119,97 milliards de FCFA, en hausse de 98,14 milliards de FCFA (+9,60%) par rapport à fin septembre 2017. Ce résultat est attribuable à l'accroissement des recettes fiscales de 100,18 milliards de FCFA (+11,05%), les recettes non fiscales s'étant contractées de 2,04 milliards de FCFA (-1,77%).

La progression des recettes fiscales s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « impôts sur revenus et bénéfices » (+54,74 milliards de FCFA), de la « taxe sur biens et services » (+32,46 milliards de FCFA), et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+12,27 milliards de FCFA).

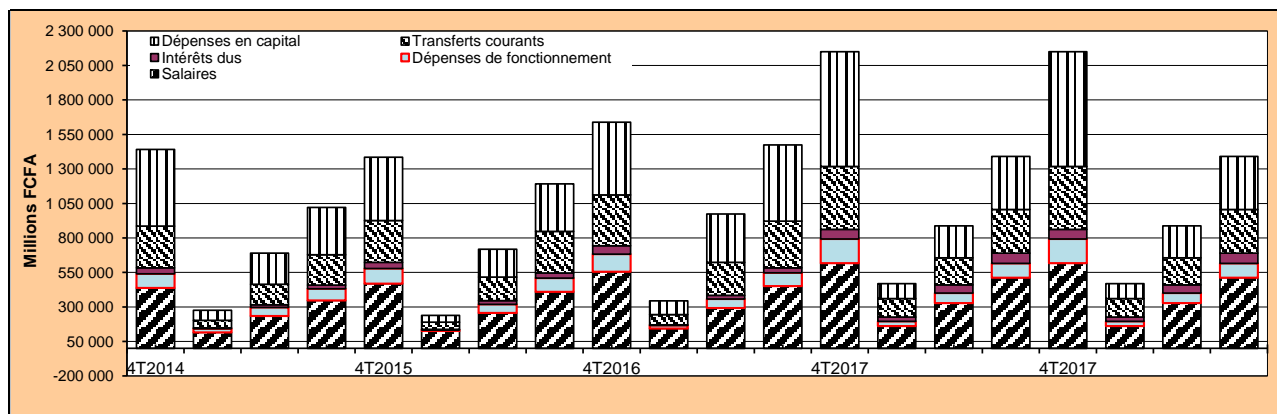
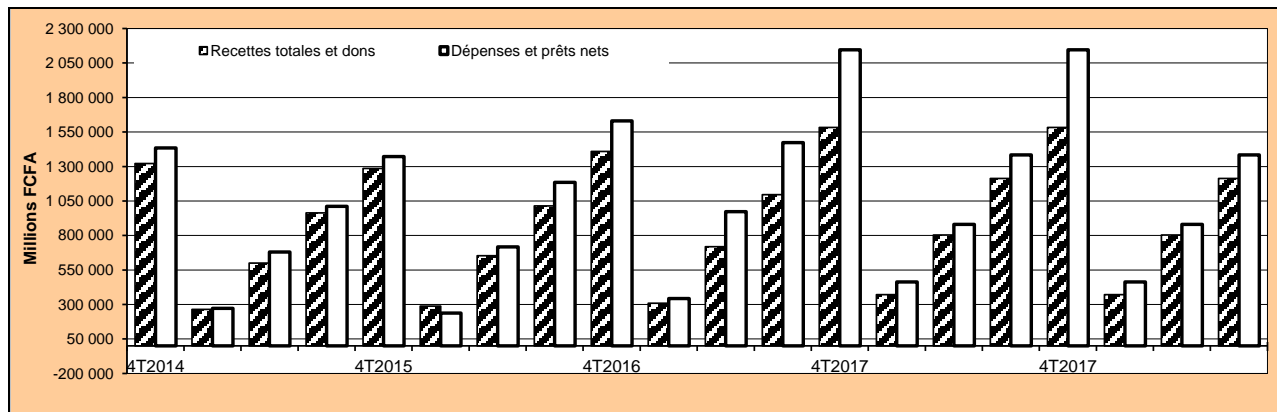
Les recettes non fiscales ont connu une légère baisse (-1,77%), passant de 114,87 milliards de FCFA à fin septembre 2017 à 112,84 milliards de FCFA à fin septembre 2018. Cette baisse résulte principalement de celle des « produits financiers » et des « ventes non industrielles ».

La mobilisation des dons s'est chiffrée à 93,42 milliards de FCFA à fin septembre 2018 contre 74,82 milliards de FCFA à fin septembre 2017, soit une hausse de 18,59 milliards de FCFA (+24,85%). Cette évolution est imputable principalement à la hausse des dons programmes de 17,90 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	1 472 496,2	2 146 470,2	463 845,8	881 166,8	1 384 544,8	77,1%	-6,0%
Dépenses	1 799 564	1 473 770,9	2 149 995,4	468 841,9	887 228,7	1 391 114,6	77,3%	-5,6%
Dépenses courantes	1 070 590	921 283,6	1 318 660,9	360 371,5	656 400,2	1 006 234,3	94,0%	9,2%
Salaires	519 075	451 448,4	617 950,7	161 967,7	328 058,0	511 743,1	98,6%	13,4%
Dépenses de fonctionnement	140 308	96 474,0	174 079,1	34 017,3	71 916,5	103 835,3	74,0%	7,6%
Intérêts dus	49 512	34 541,6	69 515,1	31 100,7	59 929,7	74 277,3	150,0%	115,0%
Transferts courants	361 696	338 819,6	457 116,0	133 285,8	196 496,1	316 378,6	87,5%	-6,6%
Dépenses en capital	728 973	552 487,3	831 334,5	108 470,4	230 828,5	384 880,3	52,8%	-30,3%
financées sur ressources propres	366 395	422 364,7	570 378,9	53 610,3	125 832,9	243 337,3	66,4%	-42,4%
Prêts nets	-2 932	-1 274,7	-3 525,2	-4 996,1	-6 061,9	-6 569,8	224,1%	415,4%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 1 384,54 milliards de FCFA à fin septembre 2018 contre 1 472,50 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit une contraction de 87,95 milliards de FCFA (-5,97%). Cette baisse est imputable à la diminution des dépenses en capital de 167,61 milliards de FCFA, les dépenses courantes ayant enregistré une augmentation de 84,95 milliards de FCFA.

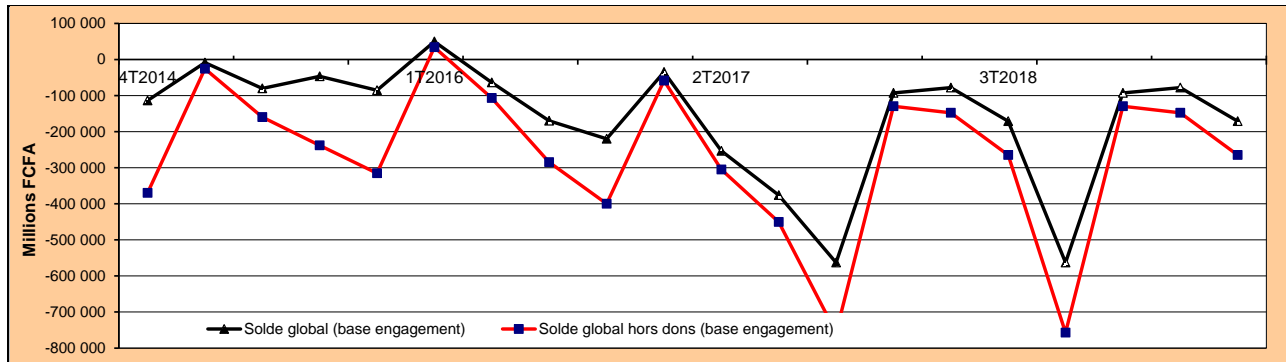
La progression des dépenses de personnel s'explique par la constatation financière des engagements pris par le gouvernement, des effectifs additionnels et des avancements statutaires. L'augmentation des intérêts de la dette est imputable à ceux payés au titre de la dette intérieure, en lien avec une présence plus accrue du Trésor Public sur le marché financier régional dans un contexte de renchérissement du taux d'intérêt et d'accroissement de l'encours de la dette. La diminution des transferts courants est principalement imputable à la « subvention Hydrocarbures ». Quant aux dépenses en capital, à fin septembre 2018, elles ont connu une baisse de 167,61 milliards de FCFA (-30,34%) par rapport à fin septembre 2017 en s'établissant à 384,88 milliards de FCFA. Cette contraction s'explique par celle des dépenses d'investissements financées sur ressources propres de 179,03 milliards de FCFA et des dépenses de transferts en capital et restructuration de 9,78 milliards de FCFA, les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures ayant enregistré une hausse de 21,20 milliards de FCFA.

La baisse du niveau d'exécution des dépenses d'investissements financées sur ressources propres s'expliquerait, d'une part, par les mouvements sociaux enregistrés au sein du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement et, d'autre part, par le gel de l'exécution d'un certain nombre de dépenses d'investissement.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2018	2018	2018		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-375 848,8	-562 895,4	-92 716,2	-77 642,0	-171 160,7	75,6%	-54,5%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-450 673,1	-757 198,8	-129 683,8	-147 469,2	-264 578,0	51,6%	-41,3%
Solde primaire	-463 218,4	-416 131,5	-687 683,7	-98 583,1	-87 539,5	-190 300,7	41,1%	-54,3%
Solde de base	-150 152,0	-331 665,0	-512 762,7	-75 736,4	-43 804,5	-124 365,9	82,8%	-62,5%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-270 515,8	-488 132,7	-125 425,0	-155 818,1	-306 548,2	135,4%	13,3%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-345 340,1	-682 436,2	-162 392,6	-225 645,3	-399 965,5	78,0%	15,8%

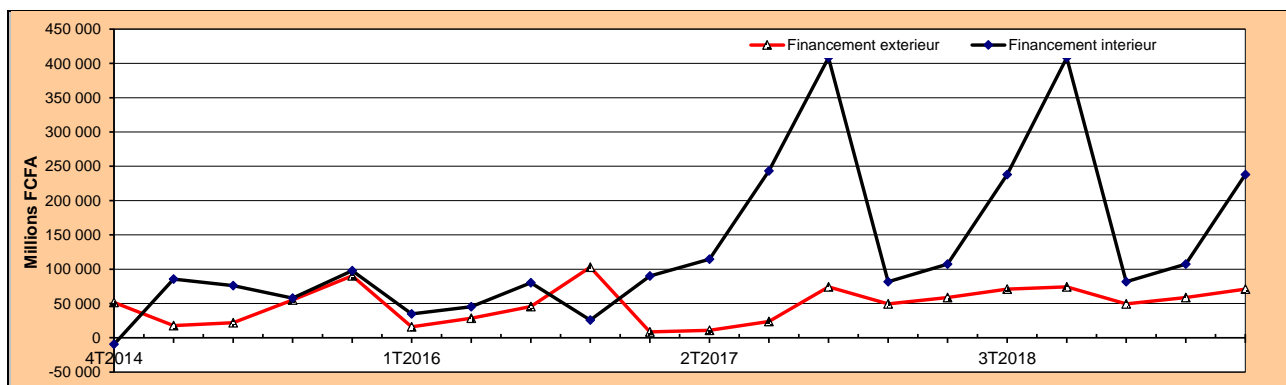


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à -171,16 milliards de FCFA à fin septembre 2018 contre -375,85 milliards de FCFA à fin septembre 2017, en amélioration de 204,69 milliards de FCFA.

Quant au solde global base caisse, il s'est situé à -306,55 milliards de FCFA à fin septembre 2018 contre -270,52 milliards de FCFA à fin septembre 2017. Ce solde a été couvert par un financement intérieur net de 237,74 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 70,90 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin septembre 2018 s'est caractérisé par huit (09) émissions de bons du Trésor et six (06) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 232,94 milliards de FCFA et 213,25 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 270,33 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 33,87 milliards de FCFA pour les obligations.

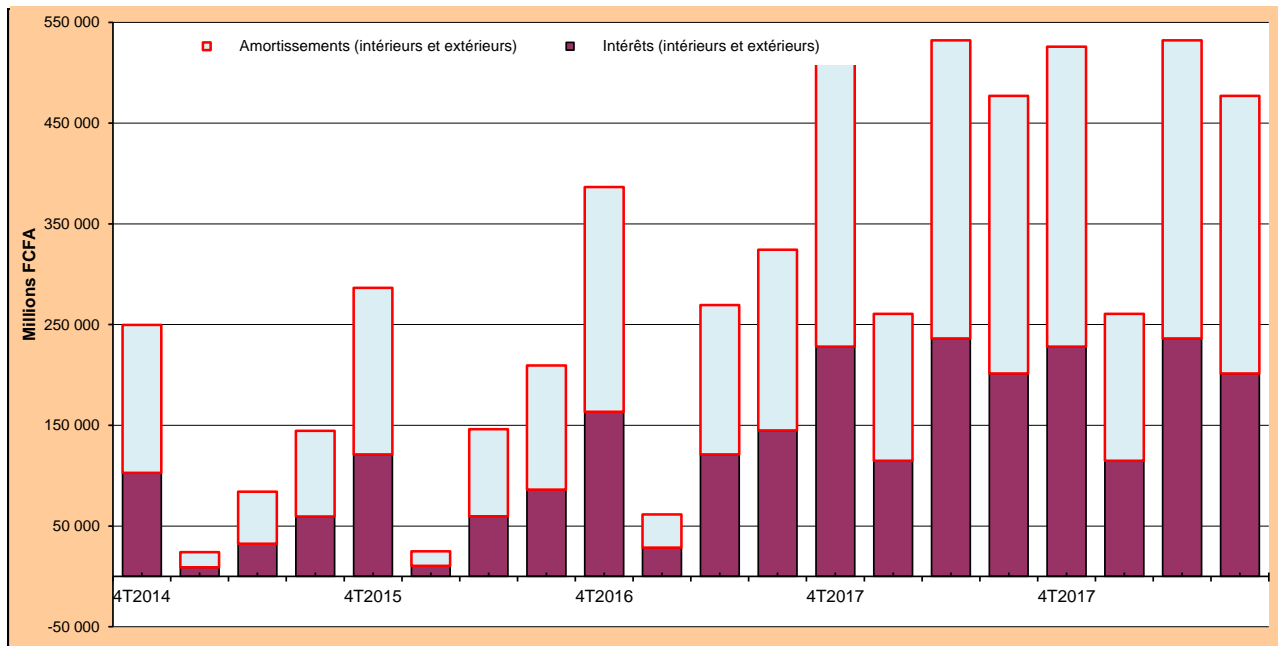
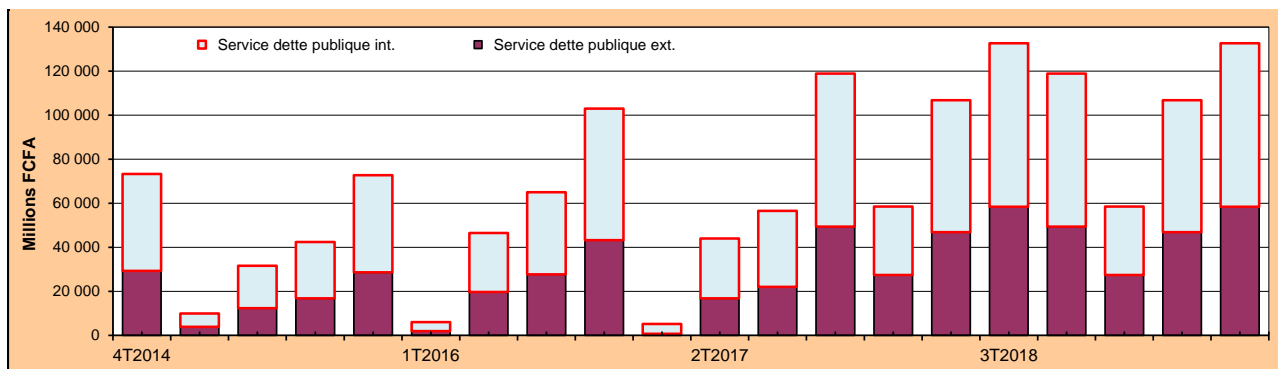
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2018	2018	2018		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	266 915,8	482 566,1	130 960,6	165 967,6	308 641,1	136,3%	15,6%
Financement extérieur	168 413,5	23 660,0	74 281,8	49 288,4	58 635,3	70 904,2	42,1%	199,7%
Décassements extérieurs	207 105,5	55 640,5	124 489,2	57 639,6	82 376,8	104 356,3	50,4%	87,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	#VALEUR!	#VALEUR!		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-31 980,5	-50 207,4	-8 351,2	-23 741,5	-33 452,1	86,5%	4,6%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	243 255,8	408 284,3	81 672,3	107 332,3	237 736,9	409,6%	-2,3%
Financement bancaire	63 817,7	88 537,2	108 324,4	66 499,1	-2 209,3	95 442,1	149,6%	7,8%
Secteur non bancaire	-5 774,8	154 718,6	299 959,9	15 173,2	109 541,5	142 294,8	-2464,1%	-8,0%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-125,6%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévion budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2018	2018	2018		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	179 382,7	297 666,4	145 867,2	296 086,9	275 631,6	141,2%	53,7%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	144 841,1	228 151,3	114 766,5	236 157,2	201 354,3	138,2%	39,0%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	34 541,6	69 515,1	31 100,7	59 929,7	74 277,3	150,0%	115,0%
Service dette publique int.	134 763,3	134 847,6	227 295,2	133 861,9	259 282,2	226 289,6	167,9%	67,8%
Amortissements	106 957	112 860,5	177 943,9	106 415,2	212 415,8	167 902,3	157,0%	48,8%
Intérêts	27 806	21 987,1	49 351,3	27 446,6	46 866,5	58 387,4	210,0%	165,6%
Service dette publique ext.	60 398,0	44 535,1	70 371,2	12 005,3	36 804,7	49 342,0	81,7%	10,8%
Amortissements	38 692	31 980,5	50 207,4	8 351,2	23 741,5	33 452,1		4,6%
Intérêts	21 706	12 554,5	20 163,8	3 654,1	13 063,2	15 889,9	73,2%	26,6%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	4,4%	5,1%	3,6%	5,0%	4,4%		0, points

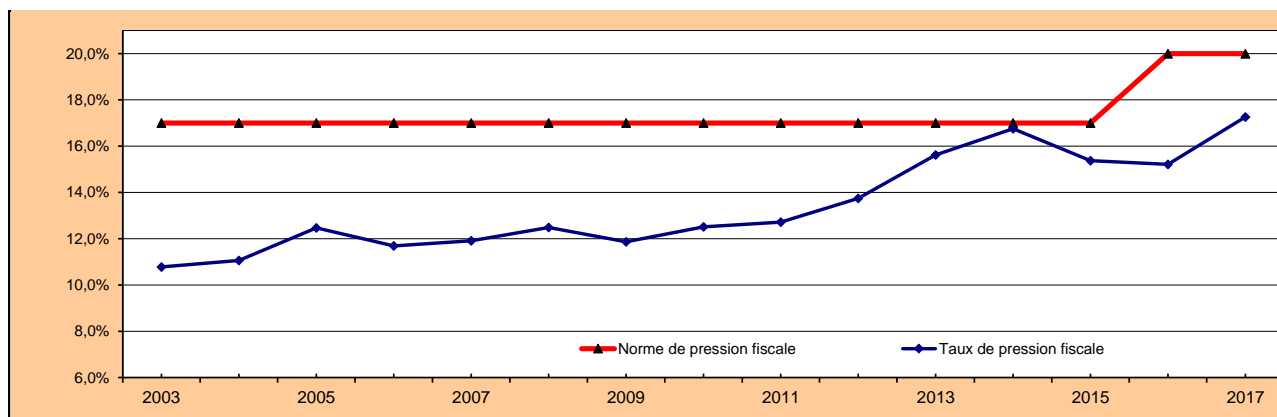


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,4% à fin septembre 2018 au même niveau qu'à fin septembre de l'année dernière.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Solde budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,0%	-1,9%	-1,4%	-3,4%	-7,8%
Taux d'inflation	≤	3%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%	-0,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	29,4%	31,6%	35,5%	34,7%	29,6%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%
Taux de pression fiscale	≥	20%	16,8%	15,4%	15,2%	16,6%	17,3%



En 2017, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang , à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2017. Le taux de pression fiscale s'est établi à 17,3% en 2017 contre 16,6% en 2016, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 49,9% en 2017 contre 51,6% en 2016, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

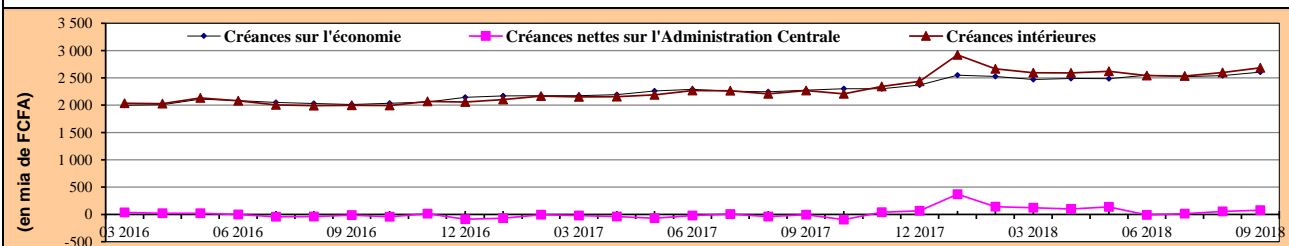
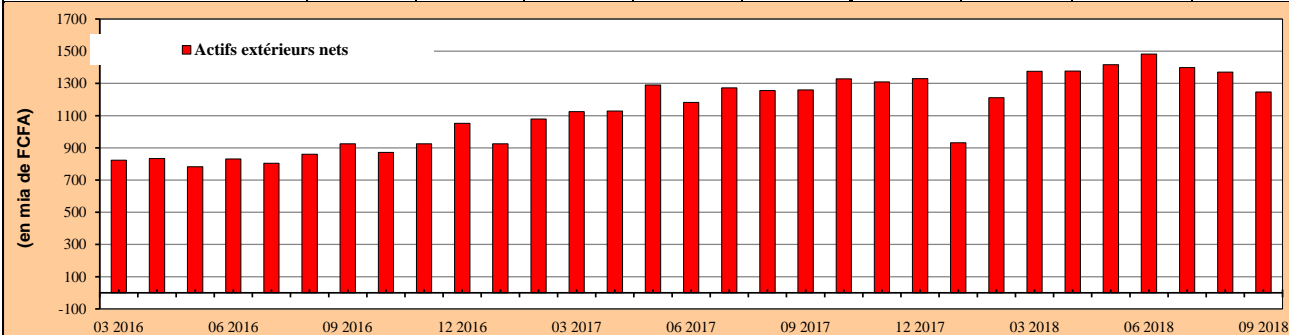
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2017 et fin septembre 2018, par une diminution des Actifs extérieurs nets (AEN) de 83,6 milliards de FCFA (-6,3%) et une progression des créances intérieures de 247,0 milliards de FCFA (+10,1%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 130,2 milliards de FCFA (+3,9%). Au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, les Passifs à caractère non monétaire se sont accrus de 7,3 milliards (+1,3%).

Par rapport à fin septembre 2017, la masse monétaire a enregistré une progression de 393,0 milliards de FCFA (+12,7%), imprimée notamment par les créances intérieures (+415,0 milliards de FCFA, soit +18,3%), les AEN s'étant inscrits en baisse (-13,8 milliards de FCFA, soit -1,1%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	389,3	447,9	494,8	513,3	497,9	-15,4	-3,0%	108,6	27,9%	
Dépôts transférables	1 408,9	1 577,7	1 666,1	1 672,7	1 547,6	-125,1	-7,5%	138,7	9,8%	
BCEAO	1,7	0,4	0,3	1,2	0,4	-0,7	-63,6%	-1,3	-75,1%	
Banques	195,7	589,6	195,7	717,4	195,7	-521,7	-72,7%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	193,7	200,1	212,0	219,1	219,1	0,0	0,0%	25,4	13,1%	
M1	1 798,2	2 025,6	2 160,8	2 186,0	7,3	-2 178,7	-99,7%	-1 790,9	-99,6%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 305,7	1 341,1	1 373,9	1 465,0	1 451,4	-13,6	-0,9%	145,7	11,2%	
BCEAO	1,7	0,4	0,3	1,2	0,4	-0,7	-63,6%	-1,3	-75,1%	
AID	1 305,3	1 340,8	1 373,5	1 464,7	1 451,0	-13,6	-0,9%	145,7	11,2%	
Masse monétaire (M2)	3 103,9	3 366,7	3 534,7	3 651,0	3 496,9	-154,1	-4,2%	393,0	12,7%	
Actifs extérieurs nets	1 260,3	1 330,1	1 375,0	1 482,1	1 246,6	-235,6	-15,9%	-13,8	-1,1%	
BCEAO	1,7	0,4	0,3	1,2	0,4	-0,7	-63,6%	-1,3	-75,1%	
Banques	1 213,6	1 377,2	1 453,7	1 452,4	1 328,1	-124,4	-8,6%	114,5	9,4%	
Créances intérieures	2 268,3	2 436,3	2 594,6	2 540,1	2 683,3	143,2	5,6%	415,0	18,3%	
Créances nettes sur l'Admin	-6,9	66,1	123,3	-9,1	78,1	87,1	-961,1%	85,0	-1230,2%	
BCEAO	1,7	0,4	0,3	1,2	0,4	-0,7	-63,6%	-1,3	-75,1%	
Banques	1 213,6	1 377,2	1 453,7	1 452,4	1 328,1	-124,4	-8,6%	114,5	9,4%	
Créances sur l'économie	2 275,2	2 370,2	2 471,3	2 549,2	2 605,2	56,1	2,2%	330,0	14,5%	



Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets

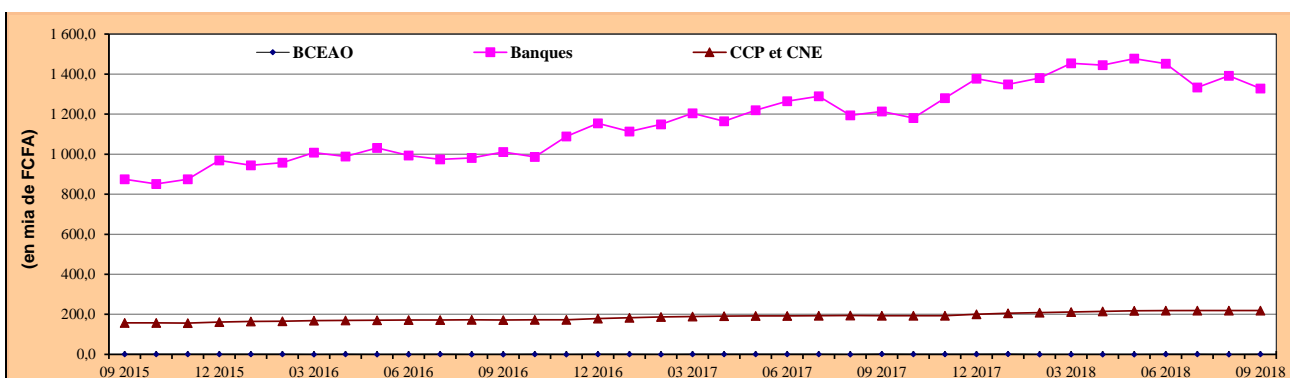
Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 246,6 milliards de FCFA à fin septembre 2018, en baisse de 6,3 % par rapport à fin décembre 2017. Cette régression est exclusivement imprimée par les Autres institutions de dépôts (AID) dont les AEN se sont réduits de 300,6 milliards de FCFA (-22,6%), les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ayant connu une progression de 217,1 milliards de FCFA.

Le repli au cours des neuf premiers mois de l'année 2018 des AEN des AID est dû à une diminution plus importante de leurs créances brutes sur l'extérieur (-517,7 milliards de FCFA) par rapport à celle de leurs engagements bruts envers les non-résidents (-217,1 milliards de FCFA).

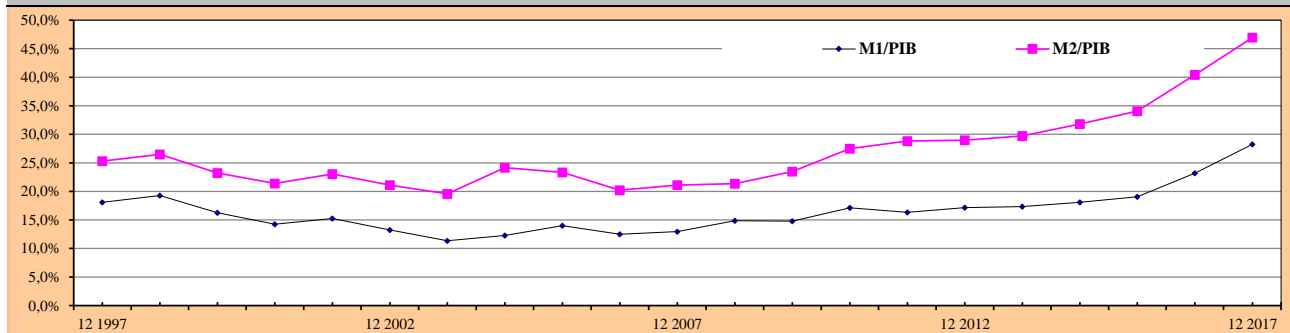
La baisse des créances brutes des AID sur l'extérieur s'explique principalement par celle de l'encours des crédits octroyés aux non-résidents (-216,4 milliards de FCFA, soit -36,0%), de leurs dépôts dans les institutions financières non résidentes (-127,9 milliards de FCFA, soit -48,9%), ainsi que de leurs souscriptions aux titres publics des autres Etats de l'Union (-161,0 milliards de FCFA, soit -14,8%). En ce qui concerne la diminution des engagements extérieurs bruts des AID, elle est imprimée notamment par le repli des dépôts reçus des non-résidents (-126,1 milliards de FCFA, soit -32,9%) ainsi que des crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (-92,0 milliards de FCFA, soit -35,9%).

S'agissant de l'accroissement des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale, elle est liée à une hausse de ses créances brutes sur les non-résidents (+300,3 milliards de FCFA, soit +33,4%), plus importante que celle de ses engagements extérieurs bruts (+83,2 milliards de FCFA, soit +9,3%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un repli de 13,8 milliards de FCFA (-1,1%), imprimé par la contraction des actifs extérieurs nets des AID (-192,9 milliards de FCFA, soit -15,8%), les AEN de la BCEAO étant en hausse



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 2 683,3 milliards de FCFA à fin septembre 2018 contre 2 436,3 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une progression de 10,1% sur neuf mois. L'accroissement observé est imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 235,0 milliards de FCFA (+9,9%) et des Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 12,0 milliards de FCFA (+18,2%). En variation annuelle, les créances intérieures ont progressé de 415,0 milliards de FCFA (+18,3%), sous l'effet de la hausse des créances sur l'économie (+330,0 milliards de FCFA) et des CN-AC (+85,0 milliards de FCFA).

Les créances du système bancaire sur l'économie se sont situées à 2 605,2 milliards de FCFA à fin septembre 2018 contre 2 370,2 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une hausse de 9,9%. En glissement annuel, elles ont progressé de 14,5%.

Les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale (CN-AC) ont enregistré un accroissement de 12,0 milliards de FCFA au cours des neuf premiers mois de 2018, observé aussi bien au niveau de la BCEAO (+20,4 milliards de FCFA), les créances nettes sur les banques commerciales ayant fléchi de 8,4 milliards de FCFA.

Les créances nettes de la BCEAO vis-à-vis de l'Administration centrale ont progressé de suite à une diminution de ses engagements bruts envers l'Etat (-20,1 milliards de FCFA), sous forme notamment de dépôts du Trésor (-29,5 milliards de FCFA), atténuée par la hausse des créances brutes de la Banque Centrale sur l'Etat (+0,3 milliard de FCFA) dont +4,0 milliards de FCFA au titre des crédits du FMI et un amortissement de 3,9 milliards de FCFA sur les allocations DTS.

Pour ce qui est de la diminution en variation semestrielle des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration centrale (-6,9%), elle s'explique par une baisse de leurs créances brutes sur l'Etat (-5,8 milliards de FCFA) qui est la résultante d'une baisse des concours sous forme de crédits, compensés par la souscription nette aux titres publics (+33,8 milliards). Dans le même temps, les engagements des banques vis-à-vis de l'Etat, constitués de dépôts, ont progressé (+2,6 milliards de FCFA, soit +0,8%).

Par rapport à fin septembre 2017, les CN-AC ont connu une augmentation de 85,0 milliards de FCFA à fin septembre 2018, enregistrée aussi bien au niveau de la Banque Centrale (+83,8 milliards) que des banques commerciales (+1,1 milliard).

Masse monétaire

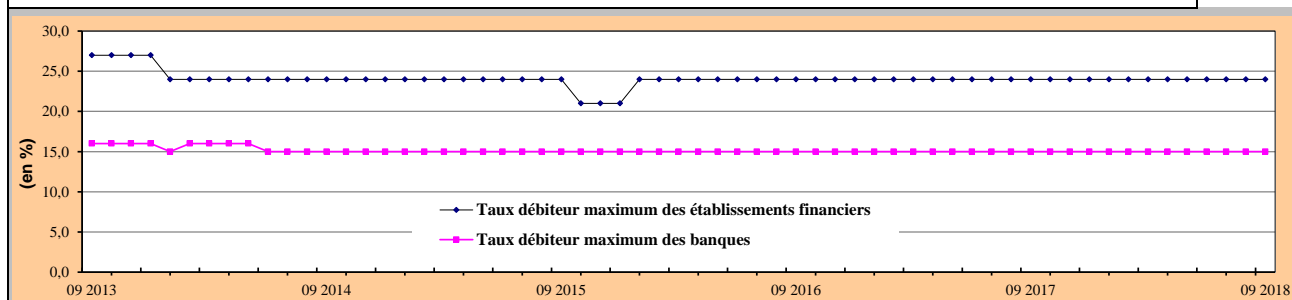
En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 3 496,9 milliards de FCFA à fin septembre 2018, en progression de 130,2 milliards de FCFA (+3,9%) sur les neuf premiers mois de l'année 2018. Cet accroissement est observé au niveau des dépôts (+80,1 milliards de FCFA, soit +2,7%) et de la circulation fiduciaire (+50,1 milliards de FCFA, soit +11,2%). Par rapport à son niveau de 3 103,9 milliards de FCFA à fin septembre 2017, la masse monétaire s'est accrue de 393,0 milliards de FCFA (+12,7%) à fin septembre 2018. Cette évolution est induite par la progression des dépôts (+284,4 milliards de FCFA, soit +10,5%) et de la circulation fiduciaire (+108,6 milliards de FCFA, soit +27,9%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16	déc.17
				Est.	Est.
M1/PIB	18,1%	19,0%	23,2%	25,0%	28,2%
M2/PIB	31,8%	34,1%	40,4%	43,1%	46,9%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du troisième trimestre 2018, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

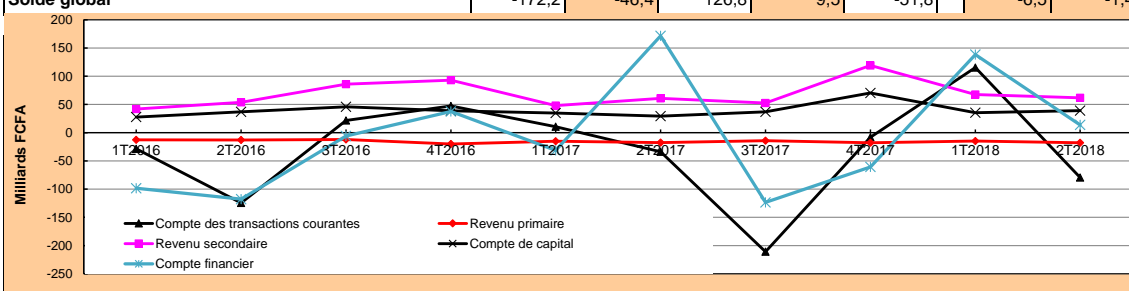
S'agissant des conditions de banque et sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le taux moyen appliqué aux crédits au cours des neuf premiers mois de 2018 s'est établi à 7,39% contre 7,21% à la même période en 2017, soit une hausse de 0,18 point de pourcentage sur un an.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 126,8 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable aux comptes de capital et des transactions courantes, les entrées nettes de flux financiers s'étant réduites.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-33,7	-211,0	-8,0	115,4	-79,5	-1,7	9,0
Biens et services	-77,0	-249,3	-109,2	62,7	-123,5	-3,0	0,1
Biens	-15,5	-178,7	-36,9	134,0	-46,4	-1,3	0,3
Services	-61,5	-70,7	-72,4	-71,3	-77,1	0,1	0,1
Revenu primaire	-17,6	-14,1	-17,9	-14,7	-17,8	0,2	0,0
– Intérêt sur dette publique	-6,5	-2,2	-7,6	-3,7	-9,4	1,6	0,2
Revenu secondaire	60,8	52,5	119,2	67,5	61,8	-0,1	-0,5
Administrations publiques	9,7	-1,0	61,4	12,5	5,6	-0,6	-0,9
Autres secteurs	51,1	53,5	57,8	55,0	56,2	0,0	0,0
– Envois de fonds des travailleurs	47,0	49,5	53,9	50,0	51,0	0,0	-0,1
Compte de capital	29,3	37,1	70,4	35,5	39,0	0,1	-0,4
Transferts de capital	29,3	37,1	70,4	35,5	39,0	0,1	-0,4
Administration publique	16,4	23,0	56,6	23,2	26,3	0,1	-0,5
Autre secteurs	12,9	14,1	13,8	12,3	12,8	0,0	-0,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	-4,4	-173,9	62,4	151,0	-40,5	-1,3	-1,6
Compte financier	171,5	-123,5	-60,8	138,4	13,6	-0,9	-1,2
Investissement direct	-46,2	-69,6	-64,8	-68,1	-69,1	0,0	0,1
Titres de participation	-4,6	-11,3	-11,5	-10,6	-11,4	0,1	0,0
Instruments de dettes	-41,6	-58,3	-53,3	-57,4	-57,7	0,0	0,1
Investissements de portefeuille	-1,2	-1,4	-1,3	-1,2	-1,1	0,0	-0,1
Titres de participation	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	-0,1	-0,2
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-1,4	-1,7	-1,6	-1,4	-1,4	0,0	-0,1
Autres investissements	218,9	-52,4	5,3	207,6	83,8	-0,6	14,8
Administrations publiques	47,6	13,3	-27,9	-51,2	-110,0	1,1	2,9
Solde global	-172,2	-46,4	126,8	9,5	-51,8	-6,5	-1,4



1 – Analyse des évolutions de la balance des paiements du Burkina Faso au 4ème trimestre 2017

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 116,2 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable à ses principales composantes.

Le compte des transactions courantes s'est amélioré de 203,0 milliards au quatrième trimestre 2017, en s'établissant à -8,0 milliards, après un déficit de 211,0 milliards au troisième trimestre 2017. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'atténuation du déficit des biens et services et l'accroissement de l'excédent du revenu secondaire. Par rapport à la même période de l'année précédente où il a été observé un excédent courant de 47,4 milliards, le solde courant a enregistré une évolution négative de 55,4 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le solde commercial s'est amélioré en passant de -178,7 milliards au troisième trimestre 2017 à -36,9 milliards au dernier trimestre 2017. Cette évolution positive de la balance des biens reflète une hausse des exportations (+150,2 milliards, soit +47,5% en glissement trimestriel), et une hausse des importations sur la période (+8,4 milliards, soit +1,7%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est détérioré de 65,3 milliards au quatrième trimestre 2017, en phase avec l'accroissement des importations (+91,0 milliards) plus importante que celles des exportations (+25,7 milliards).

Le déficit structurel de la balance des services s'est, quant à lui, atténué de 1,7 milliard entre le troisième et le quatrième trimestre 2017, passant de -70,7 milliards à -72,4 milliards. En glissement annuel, il s'est accentué de 18,3 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 17,9 milliards au dernier trimestre 2017, après des sorties nettes de 14,1 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 3,8 milliards. En variation annuelle, le solde des revenus primaires s'est amélioré de 2,2 milliards.

Le compte du revenu secondaire s'est amélioré de 66,7 milliards, en ressortant à 119,2 milliards au trimestre sous revue, après s'être établi à 52,5 milliards au trimestre précédent, sous l'incidence de l'augmentation des aides budgétaires et des transferts sans contrepartie reçus par le secteur hors administration publique. En effet, les aides budgétaires sont ressorties à 62,9 milliards après une réalisation nulle au trimestre précédent. En variation annuelle, le solde des revenus secondaires s'est amélioré de 26,1 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le solde créditeur du compte de capital s'est amélioré de 33,3 milliards entre le troisième trimestre et le dernier trimestre 2017, en passant de 37,1 milliards à 70,4 milliards, sous l'effet notamment de la hausse des transferts en capital au profit de l'Administration.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 55,8 milliards, après une entrée nette de 125,2 milliards au troisième trimestre 2017 et une sortie nette de 38,6 milliards au quatrième trimestre 2016.

2 – Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin décembre 2017, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.452,0 milliards, après un déficit de 1.512,8 milliards un trimestre plus tôt et de 1.386,0 milliards à fin décembre 2016. Ce léger repli du déficit de la PEG en variation trimestrielle est consécutif à un gonflement du stock des actifs plus important que l'augmentation du stock de passifs financiers. Les avoirs de réserve se sont établis à 22,5 milliards à fin décembre 2017, après une réalisation de 22,3 milliards à fin septembre 2017.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

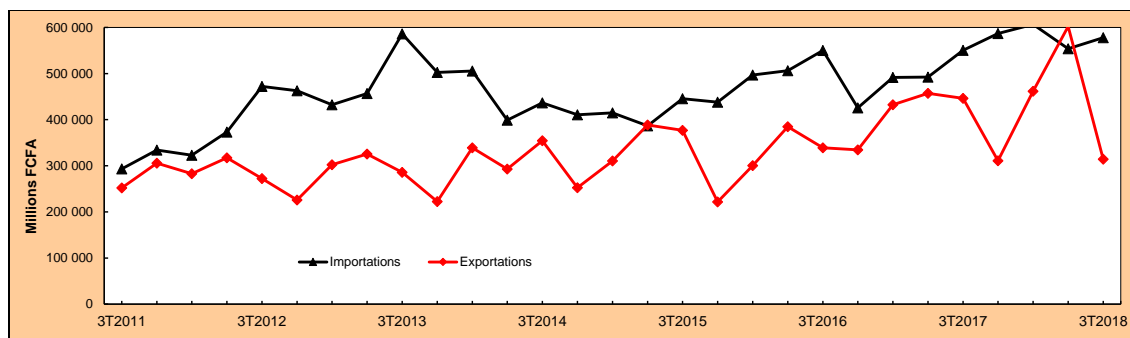
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	586 697,5	606 598,8	553 990,9	570 620,2	577 879,5	1,3%	-1,5%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 942,7	5 383,2	4 750,0	7 248,7	5 380,3	-25,8%	8,9%
Produits du règne végétal	36 903,4	37 007,0	31 331,2	35 500,7	36 444,8	2,7%	-1,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 622,5	5 602,9	5 157,9	5 042,5	4 392,1	-12,9%	21,2%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	25 617,3	30 091,8	28 905,6	25 948,5	26 582,8	2,4%	3,8%
Produits minéraux	156 572,6	187 765,2	161 545,7	169 825,5	167 107,5	-1,6%	6,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	60 687,4	58 026,5	81 598,6	87 244,8	73 356,4	-15,9%	20,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	18 502,4	20 957,8	18 940,1	20 371,0	23 900,0	17,3%	29,2%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	279,4	227,4	512,2	1 786,2	262,7	-85,3%	-6,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	841,1	1 138,4	1 157,0	1 002,9	850,5	-15,2%	1,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses celluloseuses	9 282,6	8 189,9	5 120,3	7 924,4	9 050,1	14,2%	-2,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 580,5	7 484,8	6 315,1	8 848,4	6 131,7	-30,7%	-28,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 468,0	1 488,1	1 166,9	1 752,2	1 571,3	-10,3%	7,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 991,5	4 853,2	4 828,9	3 598,9	4 050,5	12,5%	1,5%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	73,7	85,4	75,5	55,6	85,5	53,8%	16,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	34 698,9	38 578,2	34 449,0	36 031,0	44 992,9	24,9%	29,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	152 747,6	129 113,6	98 443,6	91 065,7	106 143,0	16,6%	-30,5%
Matériel de transport	56 421,5	57 818,8	55 841,1	50 345,3	53 324,4	5,9%	-5,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 557,2	4 959,1	7 731,0	6 727,1	7 830,4	16,4%	40,9%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	196,0	1 261,3	134,8	3 662,4	1 538,5	-58,0%	684,9%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une légère hausse de 2,1% par rapport au deuxième trimestre 2018. La hausse des importations des « Machines et appareils, matériels électriques et leur parties », des « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » et du « matériels de transport » ont été légèrement compensée par la baisse des importations de « Produits des industries chimiques ou des industries connexes ».

Comparativement au même trimestre de 2017, les importations ont enregistré une baisse de 1,5% soit 8,8 milliards de FCFA. La hausse des importations de « Produits des industries chimiques et industries connexes », des « Produits minéraux » et des « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » n'a pas compensé la baisse des importations de « Machines et appareils, matériels électriques et leurs parties ».

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	310 719,9	461 664,1	602 153,1	438 148,5	314 258,8	-28,3%	1,1%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	238,9	207,2	565,0	266,5	219,2	-17,7%	-8,3%
Produits du règne végétal	22 853,2	31 871,0	97 079,8	84 914,1	14 603,2	-82,8%	-36,1%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	10 105,7	24 802,5	42 861,7	6 137,3	5 528,6	-9,9%	-45,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 201,8	2 859,0	3 281,0	2 379,7	2 829,3	18,9%	-11,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 185,8	1 853,2	2 549,1	3 032,5	1 424,8	-53,0%	-34,8%
Produits minéraux	245,5	99,5	401,9	82,0	171,3	109,0%	-30,2%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	954,2	1 474,4	935,0	1 190,6	1 136,2	-4,6%	19,1%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	316,7	1 126,4	85,6	84,7	162,3	91,6%	-48,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,3	0,5	8,8	56,1	66,6	18,6%	22084,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	12,0	8,0	29,8	1,9	11,6	516,8%	-3,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulodiques	45,7	1,6	91,7	18,0	48,0	167,2%	5,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 124,5	77 248,1	132 549,8	23 896,7	1 153,7	-95,2%	-81,2%
dont coton fibre	5 148,2	75 832,6	132 101,9	23 051,5	194,7	-99,2%	-96,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	5,8	4,6	0,4	3,9	3,8	-1,7%	-34,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	81,3	59,2	79,1	75,8	13,4	-82,3%	-83,5%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	239 161,1	298 699,5	323 375,0	290 690,4	266 471,1	-8,3%	11,4%
dont or	238 825,9	297 086,8	322 866,1	290 234,0	266 104,0	-8,3%	11,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	25 605,7	35 183,3	35 904,5	23 336,8	19 953,7	-14,5%	-22,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 540,9	8 507,1	3 404,7	5 865,4	3 983,4	-32,1%	-12,3%
Matériel de transport	3 342,8	2 088,0	1 492,0	1 423,3	1 195,4	-16,0%	-64,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	777,2	95,0	143,9	191,8	114,4	-40,4%	-85,3%
Marchandises et produits divers	871,1	210,8	106,4	309,5	612,7	98,0%	-29,7%

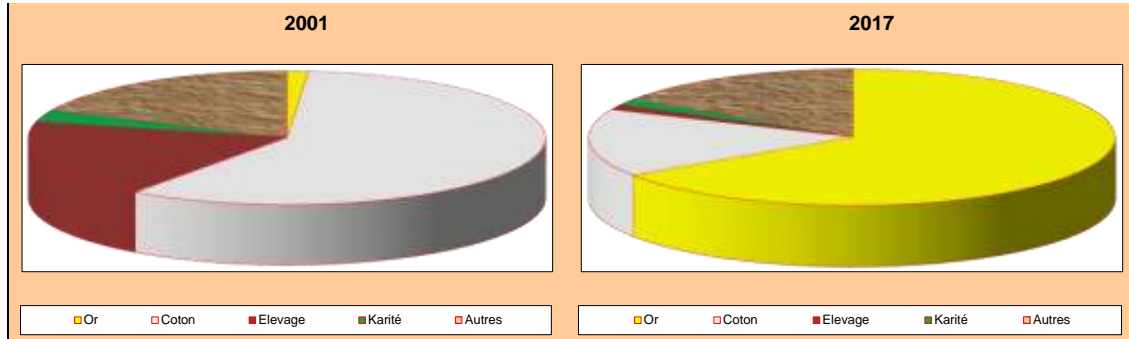


Au troisième trimestre 2018, les exportations ont enregistré une baisse de 28,3% (123,9 milliards de FCFA) comparativement au trimestre précédent, ramenant le niveau des exportations de 438,1 milliards FCFA au deuxième trimestre 2018 à 314,3 milliards FCFA. Cette baisse est imputable principalement à la baisse des principaux produits d'exportations que sont l'or non monétaire, le coton fibre et les produits du règne végétal. En effet, les exportations de coton fibre ont baissé de 22,9 milliards de FCFA, celles de l'or non monétaire de 24,2 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 70,3 milliards de FCFA.

En glissement annuel, les exportations enregistrent une légère hausse de 1,1%, soit 3,5 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2017. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire. En effet, la hausse des exportations d'or non monétaire de 11,4% a compensé la baisse des exportations des produits du règne végétal de 36,1%, des « métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 22,1% et du coton fibre de 96,2%.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2001	2014	2015	2016	2017
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	1,3%	58,7%	62,7%	64,1%	65,6%
Part du coton dans total	58,6%	17,4%	18,3%	16,1%	16,0%
Part des produits de l'élevage dans total	18,9%	2,9%	1,7%	1,4%	1,3%
Part du karité dans total	2,7%	1,8%	1,3%	1,6%	1,5%
Part des autres produits dans total	18,4%	19,3%	16,0%	16,8%	15,6%

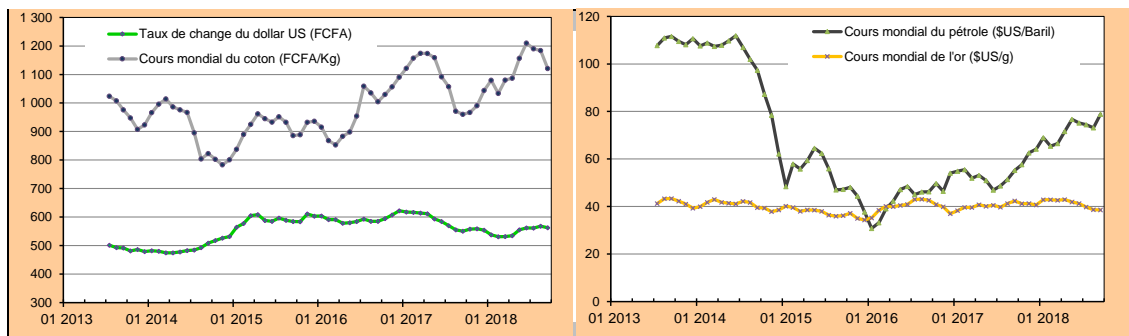


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (58,6%) et celles de produits de l'élevage (18,9%) en 2001, il ressort une prédominance de l'or avec 65,6% de la part des exportations en 2017. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 46,4 tonnes en 2017.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	558,7	557,0	533,6	550,5	564,0	2,4%	1,0%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	51,8	61,5	67,0	74,5	75,5	1,3%	45,8%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 782,4	1 796,2	1 994,9	2 090,2	2 065,7	-1,2%	15,9%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	41,1	41,0	42,8	42,0	39,0	-7,2%	-5,1%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	28,9	34,2	35,7	41,0	42,6	3,7%	47,3%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	996,2	1 000,4	1 064,5	1 151,2	1 165,0	1,2%	16,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	23,0	22,9	22,8	23,1	22,0	-4,9%	-4,2%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,035	0,029	0,030	0,028	0,027	-2,3%	-20,7%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain poursuit son regain vis à vis du FCFA avec une hausse de 2,4% de sa valeur en rythme trimestriel au troisième trimestre de l'année 2018. En moyenne, le dollar s'est échangé à 564,0 FCFA au troisième trimestre 2018 contre 550,5 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel repasse au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 1,0% ce trimestre comparativement au deuxième trimestre de 2017. Cette appréciation du dollar à un niveau élevé est le fait du dynamisme de l'activité économique et du regain de confiance des investisseurs aux Etats-Unis.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton se replie légèrement sur les marchés mondiaux. Il est en baisse de 1,2% au troisième trimestre 2018 en revenant à 2065,7 dollars la tonne contre 2090,2 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 15,9% grâce à sa récente tendance haussière soutenue. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1165,0 FCFA le kilogramme, contre 1151,2 FCFA au deuxième trimestre 2018, soit une hausse de 1,2%. De même, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton en Francs CFA est en hausse de 16,9% en glissement annuel. La baisse du cours du coton pourrait s'expliquer par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Poursuite de la baisse du cours de l'or au troisième trimestre 2018. Après le retour à la hausse au premier trimestre, le troisième trimestre 2018 a été caractérisé par la poursuite de baisse du cours du métal jaune de 7,2% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 39,0 dollars le gramme contre 42,0 dollars au deuxième trimestre 2018. Sur la base annuelle, le cours de l'or reste plus bas que le niveau du même trimestre de l'année passée de 5,1% au troisième trimestre 2018. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 21 998 francs le gramme, en diminution de 4,9% en rythme trimestriel et en repli de 4,2% en glissement annuel. Ce repli du cours de l'once d'or demeure influencé par sa non attractivité due au regain de confiance des investisseurs pour le dollar ainsi que la hausse du taux de rendement des bons du trésor américain.

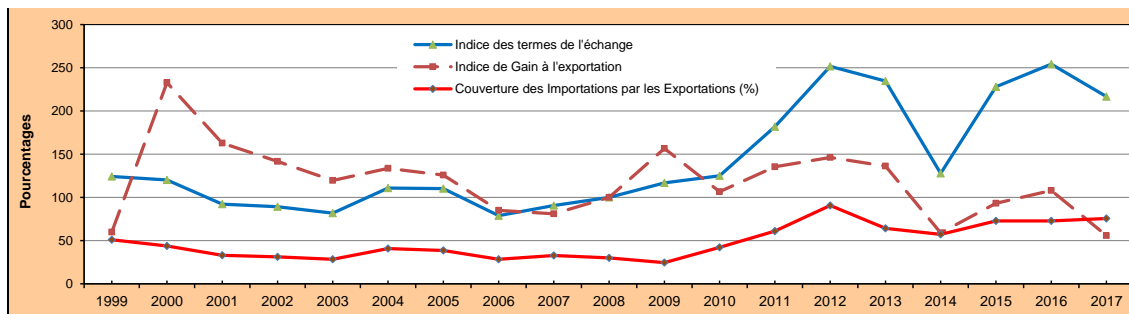
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le troisième trimestre 2018 a connu une poursuite de la hausse soutenue des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 75,5 dollars au troisième trimestre 2018 contre 74,5 dollars le trimestre précédent, correspondant à une progression de 1,3%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 45,8% au troisième trimestre 2018 grâce à sa hausse depuis le premier trimestre 2016. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 3,7% en rythme trimestriel et 47,3% en glissement annuel. Cette hausse du cours du baril de pétrole est principalement due au repli des stocks bruts américains, à la baisse de la production au Venezuela et à l'application des sanctions des Etats-Unis contre l'Iran.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013. En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 75,6% en 2016 et 74,9% en 2017. La dernière fois où le taux de couverture est passé à 100,5% remonte au premier trimestre 2015.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GESTION du STOCK de SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP